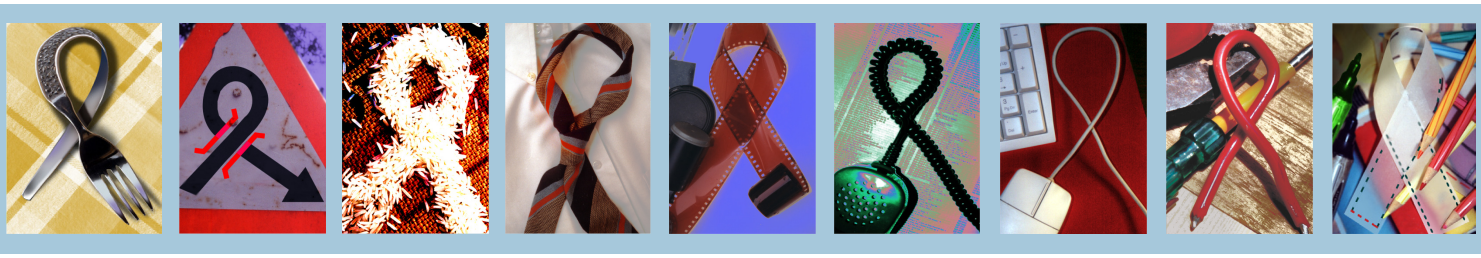

VCT@WORK: Proposer le dépistage volontaire du VIH à 5 millions de travailleurs d'ici à 2015

VCT@WORK, une initiative mondiale historique menée par l'OIT avec le soutien de l'ONUSIDA, a été lancée le 6 juin 2013 pendant la Conférence internationale du Travail à Genève. «Le lieu de travail constitue un point d'entrée idéal pour encourager la demande de dépistage et de traitement et élargir l'accès à ces services», a déclaré M. Guy Ryder, Directeur général du BIT, lors du coup d'envoi de l'initiative. Celle-ci entend permettre à cinq millions de travailleuses et de travailleurs de bénéficier du conseil et du dépistage du VIH volontaires et confidentiels d'ici à 2015.

Invités d'honneur lors du lancement de l'initiative **VCT@WORK**

Aujourd'hui, près de 10 millions de personnes vivant avec le VIH ont accès à un traitement antirétroviral qui leur permet de vivre plus longtemps et en meilleure santé, mais aussi de rester productives. Cependant, 26 millions de personnes remplissent les critères pour recevoir ce traitement, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, mais la majorité d'entre elles n'y ont pas accès. La moitié environ des personnes vivant avec le VIH dans le monde ne connaissent pas leur statut sérologique, ce qui les empêche d'accéder au traitement. L'initiative **VCT@WORK** vise essentiellement à corriger cette situation pour sauver des vies et contribuer de manière significative à l'objectif mondial d'élargissement de l'accès au traitement antirétroviral.

«Si les lieux de travail s'emparent de cette nouvelle initiative, cela pourrait correspondre à la plus grande avancée jamais vue pour amplifier l'accès au dépistage du VIH dans un environnement sain, favorable et assorti d'un soutien continu intégrant le traitement», a déclaré M. Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA. M. Grégoire Owona, ministre du Travail et de la Sécurité sociale du Cameroun, Mme Jacqueline Mugo, Directrice exécutive de la Fédération des employeurs du Kenya, M. Luc Cortebeeck, Président de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique et Mme Françoise Ndayishimiye, Conseillère principale pour les questions de genre à l'ONUSIDA, ont également pris la parole à l'occasion du lancement.

L'initiative **VCT@WORK** est fondée sur une approche respectueuse des droits conforme à la Recommandation concernant le VIH et le sida et le monde du travail (n ° 200) de l'OIT. S'appuyant sur la campagne «Objectif Zéro au travail» de l'OIT, elle est conçue pour garantir que les personnes viennent se faire dépister volontairement, sans craindre de perdre leur emploi, et pour que celles et ceux dont la séropositivité au VIH est diagnostiquée soient orientés vers des services de traitement, de prise en charge et de soutien. L'initiative est actuellement mise en œuvre dans quelques pays pilotes et sera élargie à d'autres pays en 2014-2015.

L'initiative VCT@WORK mise en valeur lors du Sommet spécial Abuja +12

Le Sommet de l'Union africaine organisé à Abuja du 12 au 16 juillet 2013 s'est conclu sur un appel en faveur de l'élimination du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme en Afrique d'ici à 2030. Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont pris note avec satisfaction des progrès de la lutte contre les trois maladies qui se sont traduits par des vies sauvées, une productivité accrue et une meilleure qualité de vie sur le continent.

Le sommet a fourni une occasion de mettre en valeur l'initiative **VCT@WORK** et de susciter l'engagement des dirigeants africains en sa faveur.

Ouverture du Sommet spécial Abuja +12

«Les dirigeants africains sont déterminés à accélérer la riposte au VIH au moyen de l'appropriation par les pays (...) Le monde du travail peut être le point d'entrée pour toucher les travailleurs et assurer l'accès universel à la prévention, à la prise en charge et au soutien en matière de VIH», a précisé Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, dans son message de soutien à la campagne «Objectif Zéro au travail».

«Tout en restant fermes sur le principe selon lequel il ne saurait y avoir de dépistage du VIH pour des raisons d'emploi, nous espérons que l'initiative **VCT@WORK** de l'OIT insufflera un nouvel élan au dépistage volontaire et mettra l'accent sur le droit des travailleurs à connaître leur statut et à accéder au traitement lorsque cela est nécessaire», a déclaré Mme Alice Ouédraogo, Directrice du Service du VIH/sida dans le monde du travail (ILOAIDS). «L'OIT continuera à soutenir ses mandants dans les Etats membres africains», a-t-elle ajouté.

Des dirigeants du monde entier rejoignent la campagne «Objectif Zéro au travail»

Près de 200 dirigeants issus d'horizons variés ont rejoint la campagne «Objectif Zéro au travail». Des chefs d'agences des Nations Unies et d'organisations internationales, des dirigeants politiques, des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs, des partenaires du secteur privé, des militants et des personnes vivant avec le VIH affichent leur soutien à la campagne.

La campagne lancée par le Directeur général du BIT vise à mettre en évidence la contribution du monde du travail en vue d'atteindre le triple objectif: zéro nouvelle infection au VIH, zéro discrimination et zéro décès dû au sida. Des affiches de la campagne mettant en avant les déclarations des dirigeants peuvent être consultées à l'adresse suivante: www.ilo.org/zero.

L'Inde lance la campagne «Objectif Zéro au travail»

«Le compte à rebours a-t-il commencé sur votre lieu de travail?» Tel est le principal message de la campagne lancée en Inde, à l'occasion d'un événement national qui a rassemblé de nombreux participants à New Delhi le 23 mai 2013.

«Avoir un emploi est primordial pour les personnes qui vivent avec le VIH. Mais pour que cela devienne une réalité, nous devons d'abord mettre un terme à la discrimination sur le lieu de travail», a déclaré M. Naveen Kumar, qui vit avec le VIH et se félicite de la campagne.

La campagne promeut la mise en œuvre de la politique nationale concernant le VIH/sida et le monde du travail adoptée par l'Inde en 2009. En protégeant les droits à l'emploi des personnes vivant avec le VIH, elle entend également intensifier le conseil et le dépistage volontaires du VIH pour les travailleurs. A l'occasion du lancement, neuf affiches véhiculant des messages de parties prenantes nationales ont été diffusées.

Exprimez-vous, vous êtes filmé !

Pendant la Conférence internationale du Travail qui s'est tenue à Genève en juin 2013, une cabine vidéo avait été installée pour permettre aux délégués d'enregistrer leurs messages de soutien à la campagne «Objectif Zéro au travail». Plus de 130 messages ont été enregistrés et sont accessibles sur le site web d'ILOAIDS et sur la chaîne TV de l'OIT sur YouTube. Le montage vidéo «Objectif Zéro au travail»: paroles des gouvernements, employeurs et travailleurs» donne un aperçu de ces messages.

«Avec mon ministère et mon gouvernement, je soutiens la campagne «Objectif Zéro au travail» car si nous ne le faisons pas, notre pays connaîtra bientôt zéro croissance, zéro productivité et zéro développement. Nous n'avons pas d'autre choix que de soutenir la campagne.»
– Esther Byer-Suckoo, Ministre du Travail, de la Sécurité sociale et du Développement des ressources humaines (Barbade)

«Je suis persuadée que cette question concerne chacun d'entre nous et que nous devrions tous nous impliquer. Atteindre l'Objectif zéro, c'est investir dans un avenir durable. Par conséquent, tous les employeurs, quelle que soit la taille de leur entreprise, devraient participer.»
– Félicité Awassi Atsimadja, Confédération patronale gabonaise

«Tous ceux qui souffrent du VIH et du sida devraient être traités avec équité sur le marché du travail et il est par conséquent très important que nous appliquions, par exemple, les principes directeurs de l'OIT à cette question et la Recommandation.»
– Magnus Norddhal, Conseiller juridique principal, Fédération islandaise du travail

Formation sur le VIH et le sida pour les juges du travail et les juristes

ILOAIDS s'emploie à renforcer les capacités des juristes en organisant des ateliers de formation et en développant des outils. Des ateliers de formation ont été organisés à Douchanbé au Tadjikistan (avril 2013), à Entebbe en Ouganda (avril 2013), à Bridgetown à la Barbade (septembre 2013) et à Arusha en Tanzanie (octobre 2013). Au total, 96 juges et juristes ont été formés en 2013.

Un espace VIH sur le lieu de travail a été créé au Centre de formation judiciaire du Tadjikistan. «A compter d'aujourd'hui, tous les nouveaux stagiaires – les juges comme les magistrats du Centre – pourront accéder gratuitement à cet espace et recevront de précieuses informations sur les modes de transmission, la prévention du VIH et l'accès aux services de traitement, de prise en charge et de soutien», a précisé M. Muhammad Rasulov, directeur adjoint du Centre, lors de l'inauguration de l'espace VIH sur le lieu de travail à Douchanbé. Cet espace a été créé avec l'appui technique de l'OIT et le soutien financier du ministère norvégien des Affaires étrangères, suite à l'adoption en février 2013 d'une politique de lutte contre le VIH sur le lieu de travail à l'intention des juges et des magistrats.

Nouvelle publication

VIH, sida et droits des travailleurs: Recueil destiné aux juges et aux juristes

Ce recueil est à la fois un document de référence et un manuel de formation destiné aux juges et aux juristes. Il contient des exemples de décisions de justice montrant comment, dans diverses régions du monde, les tribunaux nationaux ont appliqué le droit international pertinent, notamment la *Recommandation concernant le VIH et le sida et le monde du travail (n° 200) de 2010*. Il met en évidence le lien entre les inégalités entre hommes et femmes et l'épidémie de VIH et examine le rôle clé que les juges et les juristes peuvent jouer dans les ripostes nationales au VIH.

L'Union africaine et l'OIT signent un accord visant le personnel et les opérations de maintien de la paix

L'Union africaine (UA) et l'OIT ont signé une lettre d'accord pour renforcer et intensifier la politique et les programmes de lutte contre le VIH/sida auprès du personnel de l'Union africaine, de ses bureaux en Afrique et dans le cadre de ses opérations de maintien de la paix dans le monde entier.

«La signature de cette lettre d'accord scelle une relation qui existe déjà», a déclaré le docteur Yankuba Kassama, Directeur de la Direction des services médicaux de l'Union africaine. «Elle définit clairement les interactions entre les membres et le rôle de chacun dans cette relation essentielle et mutuellement bénéfique», a-t-il ajouté.

Dans les mois à venir, l'UA et l'OIT concevront ensemble un plan exhaustif d'activités et d'initiatives, y compris des campagnes de formation et de plaidoyer, et travailleront sur un système de collecte de données pour comprendre les vulnérabilités du personnel de l'UA et les infections auxquelles il est exposé. «L'OIT mettra son expertise, ses outils, ses méthodologies et ses matériels de formation à la disposition de l'Union africaine pour que cette dernière puisse renforcer son programme de lutte contre le VIH/sida en milieu de travail», a précisé Mme Judicia Amri-Lawson, la représentante de l'OIT signataire de la lettre d'accord.

Réunion des partenaires: Relever le défi

Le 25 février 2013, l'OIT a réuni ses partenaires à Johannesburg en vue d'échanger des idées et des expériences sur l'accélération de la riposte au VIH/sida sur le lieu de travail et par l'action du secteur privé en Afrique. Cette rencontre a rassemblé 55 participants de 31 organisations différentes.

Les participants ont admis que la forte croissance économique que connaissent plusieurs pays africains fournissait une occasion d'instaurer un nouveau modèle de financement basé sur des investissements nationaux accrus du programme de lutte contre le sida. L'OIT, avec sa structure tripartite unique en son genre, est apparue comme la mieux placée pour coopérer avec le secteur privé afin d'étendre la riposte au sida.

Cette réunion a principalement produit un rapport sur les perspectives liées à l'étude de nouvelles sources d'investissement et des modalités d'implication des partenaires en vue d'une riposte efficace qui tient compte de l'évolution du contexte de l'aide internationale.

Nouvelle publication

Relever le défi: La réponse de l'OIT au VIH/sida en Afrique – Présentation des résultats de la coopération 2005-2013

Ce rapport présente les grandes lignes de la contribution de l'OIT à la riposte au VIH en Afrique depuis 2005 ainsi que les principaux aspects de la stratégie de l'Organisation pour intensifier et accélérer la riposte à l'avenir.

Soutenir les jeunes entrepreneurs du Malawi et faire reculer les risques liés au VIH

L'OIT a lancé une initiative ciblant les jeunes, en collaboration avec l'association Karonga Cargo (KACA) qui représente environ 4 000 chauffeurs de vélotaxi, essentiellement des jeunes. Ces travailleurs sont vulnérables car beaucoup de clients démunis, y compris les travailleurs du sexe, veulent souvent payer en services sexuels plutôt qu'en espèces.

Le projet aide l'association KACA à renforcer les compétences de ses membres en matière de création d'entreprise. Des messages sur le VIH incitant à un changement de comportement font partie de chaque formation. Rodgers Simwanza, chauffeur de vélotaxi et secrétaire général de l'association KACA, explique qu'il gère mieux qu'avant les passagers qui essaient de proposer un service sexuel au lieu de payer la course. «Je m'en tiens au fait que j'ai besoin d'argent et pas de sexe et je n'accepte plus ces propositions», témoigne-t-il.

Les travailleurs du sexe empruntant souvent les vélotaxis, les membres de la KACA ont décidé de les inviter à rejoindre leur association. Alice Mboma, une travailleuse du sexe locale, a saisi cette occasion de s'investir et son engagement a rapidement été récompensé par un rôle éminent de représentante des travailleurs du sexe au sein de l'association. Galvanisée par l'idée de créer une entreprise, elle a économisé pour démarrer un petit commerce de poterie et de riz avec les fermiers du village. «Nous pensons que si les jeunes sont autonomes économiquement, cela réduira leur vulnérabilité au VIH», explique Patrick Makondesa, Coordonnateur national du projet ILOAIDS au Malawi.

Les communautés indigènes rejoignent la riposte au VIH au Chili

«Au Chili, une personne indigène est stigmatisée et discriminée dès sa naissance – si nous ajoutons la question du sida, la discrimination est double», explique Willy Morales, représentant de la communauté huiliche, de culture mapuche. M. Morales vit ouvertement avec le VIH et a contribué à monter un réseau de peuples indigènes affectés par l'épidémie. L'OIT a approché son organisation pour l'associer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique relative au VIH dans le secteur des transports où travaillent beaucoup d'indigènes.

Les chauffeurs routiers indigènes vivent de longues séparations d'avec leur famille et leurs amis et manquent de matériels de prévention du VIH dans leur propre langue. Pour leur donner accès à l'information, la recommandation de l'OIT concernant le VIH et le sida a été traduite en mapudungun – une langue indigène parlée par les Mapuches. Cette langue étant plus orale qu'écrite, la Recommandation a été mise à disposition sur DVD, largement diffusée dans les réunions communautaires et retransmise sur des chaînes locales de radio et de télévision. C'est la première fois que cette Recommandation est traduite dans une langue indigène d'Amérique. Les représentants des communautés indigènes ont travaillé avec des partenaires du secteur des transports pour élaborer *La route du respect*, un manuel pédagogique du BIT destiné à briser les stéréotypes.

Promotion de la circoncision masculine sur les lieux de travail au Swaziland

Puisqu'il est clairement démontré que la circoncision peut réduire de 60 pour cent le risque pour les hommes d'une transmission hétérosexuelle du VIH, le gouvernement du Swaziland a lancé un programme national de sensibilisation à la circoncision masculine et de promotion de cette démarche. Ces deux dernières années, 10 000 hommes ont été circoncis. Les représentants du gouvernement estiment que 90 pour cent environ des hommes du pays sont aujourd'hui informés sur la question. L'OIT soutient la campagne du gouvernement avec son programme national de lutte contre le VIH sur le lieu de travail. Des formations offrent un espace de discussion sur les préoccupations et les malentendus liés à la circoncision. «Les hommes venant tous les jours au travail, nous pouvons les toucher avec des messages qui mettent en lumière les avantages et dissipent les mythes et les idées fausses. Nous collaborons avec des spécialistes de la santé et accompagnons les hommes dans leur processus de réflexion», explique Mme Khombi Nkonde, Coordinatrice nationale du projet de l'OIT au Swaziland.

Si les résultats sont encourageants, M. Cloepas Sibanda, du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, souligne que la circoncision ne peut se substituer à l'usage du préservatif. «Il y a un risque que les hommes circoncis se sentent invincibles face au VIH, et il est donc indispensable d'insister sur une utilisation régulière et correcte du préservatif, même après une circoncision», précise-t-il.